

AXE. Economie des biens symboliques



La production du consentement, la mobilisation des opinions

Aux formes traditionnelles – clientélaire et/ou partisane – du travail de légitimation, se sont ajoutés ces dernières années les dispositifs mis en place par les autorités politiques en vue d’associer les citoyens aux processus de décision politique.

L. Blondiaux poursuivra ses recherches sur ces dispositifs participatifs en les inscrivant plus largement dans une réflexion sur les métamorphoses de la représentation contemporaine qui donnera lieu à un ouvrage de synthèse. Il compte notamment interroger les catégories normatives qui sous-tendent ces procédures et l’ambivalence de leurs effets, à travers notamment une critique des dispositifs de type « mini-publics » (jurys et conférences de citoyens, sondages délibératifs) qui prolifèrent aujourd’hui à l’échelle internationale.

Quelle peut être la portée et la signification politique de ces formes de « artefactuelle » ? Pourquoi les autorités politiques y ont-elles recours et avec quelles implications ? Ces questions seront également traitées par N. Hubé au niveau européen. La démocratie participative participe en effet de la communication politique européenne dont la particularité est l’invisibilisation du politique, du conflit, de « l’idéologique », au profit du consensus et du « vivre-ensemble ».

Fortement adossée à l'univers de l'entreprise économique privée, qui y est « associé » (comme financeur, comme *think-tank*, comme support technique) et auquel elle emprunte des mécanismes de légitimation censés favoriser l'adhésion du plus grand nombre et l'efficacité du dispositif, la démocratie participative sera donc ici principalement analysée comme outil de légitimation. Dans cette perspective, seront étudiés la division du travail (répartition des tâches, formation, hiérarchie symbolique des postes, socialisation et interaction à un espace d'activité spécialisé, etc.), l'économie politique et symbolique des discours, les contextes d'énonciation, les instruments, les procédés, les scénarios et dispositifs de mise en scène, enfin les publics de cette communication.

Parce qu'ils jouent aussi un rôle important dans la circulation des biens symboliques, les activités des journalistes et sondeurs continueront par ailleurs d'être étudiées. S. Lévêque, dans le cadre de la préparation de son HDR, travaillera ainsi sur les liens qui existent entre professionnalisation journalistique et engagement militant au travers de l'analyse socio-historique de la presse féminine et féministe. Il s'agira à partir de l'étude de publications (tels que *La Fronde*, *Elle*, *Histoire d'Elles*, *F Magazine* et pour la période la plus récente *Causette* ou *Les Nouvelles News.fr*) et des journalistes qui les animent de comprendre comment s'articulent et s'agentent légitimité professionnelle et légitimité militante et comment l'engagement, souvent présenté dans l'espace journalistique comme un handicap peut aussi constituer une ressource dans la construction des identités professionnelles.

Ce travail sera fondé sur une analyse du projet éditorial des différents supports (analyse de contenu) et sur la sociologie des acteurs et actrices engagés dans ces entreprises de presse un peu particulières située à mi-chemin du projet politique et du projet commercial.

De son côté, N. Hubé envisage une recherche sur l'effet concret d'une alternance sur la production des informations politiques, à partir d'observations et d'entretiens réalisés à Berlin auprès de journalistes et de responsables politiques. Il s'agira plus précisément de saisir les effets du changement de Capitale en interrogeant l'ensemble des acteurs en jeu (politiques comme journalistes et communicants) à Bonn puis à Berlin et en regardant dans les archives comment s'est effectuée cette procéduralisation des échanges au sein d'une institution unique en Europe, la Bundespressekonferenz (la conférence de presse fédérale) dirigée par les seuls journalistes depuis 1949. Le seul cas approchant est celui de la salle de presse de la Commission européenne à Bruxelles... où les Allemands ont été des acteurs importants.

Le prolongement de ce travail sera donc une investigation en parallèle de Bruxelles pour tenter de comprendre ce que ce lieu doit au tropisme allemand et/ou à une configuration institutionnelle particulière (à Bruxelles comme à Berlin) : un espace fédéral autonome.

Cette enquête sera menée également comparativement avec l'espace politique et journalistique français. Elle recoupe en cela un projet collectif d'observation des usages des sondages par les journalistes et surtout les partis, leur financement, et d'une sociographie des « instituts de sondage ».

Ce projet réunit plusieurs chercheurs du CESSP (L. Blondiaux, D. Gaxie et N. Hubé), ainsi que des chercheurs d'autres centres (P. Aldrin, R. Caveng, N. Kaciaf, P. Juhem et P.

Lehingue). Cette enquête collective, qui fera l'objet d'une demande de financement ANR en 2012, se propose de reformuler la question de l'influence des sondages sur les stratégies politiques et journalistiques en repartant notamment de l'économie matérielle de cette activité (sociographie des entrepreneurs de sondage, relations entre prestataires et commanditaires d'enquête....).

Il s'agit d'analyser également la manière dont les données d'opinion s'intègrent dans l'activité interprétative des journalistes politiques et les choix stratégiques des acteurs politiques à partir d'une étude systématique des contenus journalistiques et d'une vaste enquête par entretiens menée auprès des différentes composantes de ce système d'acteurs.

D. Marchetti, quant à lui, publiera un ouvrage fondé sur son habilitation à diriger des recherches, qui rassemblera l'ensemble des conclusions relatives aux transformations contemporaines du journalisme qu'il a élaborées à partir des nombreux terrains étudiés au cours des quinze dernières années : les différents journalismes spécialisés qu'il a analysés, les évolutions des médias d'information généralistes, les modifications qui ont affecté les mécanismes d'entrée dans la profession et le recrutement des formations spécialisées, etc. Parallèlement, D. Marchetti développera dans de nouvelles directions son analyse des processus d'internationalisation dans la presse en cherchant à comprendre pourquoi et comment une information journalistique nationale devient ou non transnationale à partir de l'exemple de la migration des actualités journalistiques en Turquie vers la France. Un autre volet de ses travaux devrait consister à analyser la position de la version anglaise de la chaîne, qui est devenue centrale dans la production et la diffusion de l'information généraliste sur le monde arabo-musulman, mais aussi celles de l'information sportive dans les médias occidentaux.

S'agissant du journalisme, il faut également mentionner un projet d'ANR, envisagé par E. Darras (PU Institut d'études de Toulouse) qui sera accueilli en délégation au CESSP en 2012-2013 ; ce projet consiste en une recherche comparative sur la position du journalisme dans le champ politique de différents pays. Il associerait, outre en France des membres du CESSP et du LaSPP, des professeurs comme Da. C. Hallin et M. Schudson (University of California), R. Benson (New York University), P. Mancini (Université de Pérouse), P. Schlesinger (University of Glasgow), A. Davis et N. Couldry (University of London).

C. Soulié donnera, de son côté, une nouvelle orientation à ses travaux sur l'orientation professionnelle et académique des étudiants. La recherche consistera à faire le point sur les croyances et les pratiques religieuses des étudiants d'aujourd'hui en les rapportant notamment à leurs opinions en matière de mœurs, comme de politique, et à explorer de manière plus systématique l'offre religieuse en Ile-de-France. Cette analyse des biens religieux contribuera à élargir l'éventail des biens symboliques étudiés.

Enfin, I. Charpentier a pour projet d'étudier les formes de politisation en milieu (très) populaire, c'est-à-dire dans des milieux faiblement atteints par les institutions les plus légitimes de production du consentement et de mobilisation des opinions, à partir d'une

enquête par observation ethnographique et entretiens auprès de personnes en situation de grande précarité vivant dans une petite rue amiénoise d'« habitat adapté »(structure et de l'association d'hébergement APRÉMIS).